

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES**

**ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---

**Prestations d'élagage et d'abattage d'arbres sur le  
Domaine universitaire de Grenoble**

---

**Université Grenoble Alpes**  
1180 Avenue Centrale  
CS 40700  
38400 Saint Martin d'Hères

## SOMMAIRE

1 - Objet et durée du marché.....	4
1.1 - Objet du marché et localisation des travaux .....	4
1.2 - Durée et délais d'exécution .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
1.3 - Objet du présent CCTP.....	4
2- Modalités d'exécution des prestations .....	5
2.1 - Objet et nature des travaux arboricoles .....	5
2.2 - Matériel et outillage .....	5
2.3 – Accès au chantier .....	5
2.4 - Balisage et signalisation .....	6
2.5 - Sécurité des intervenants .....	6
2.6 - Délai d'exécution et programme d'intervention, hors intervention d'urgence.....	7
2.6.1- Délai d'exécution.....	7
2.6.2- Respect du programme d'intervention.....	7
2.7 - Intervention en cas exceptionnel ou cas d'urgence .....	7
3- Organisation et fonctionnement.....	7
3.1 - Désignation d'un responsable chantier .....	7
3.2 - Visite du site et état des lieux .....	7
3.3 – Visites de fin de chantier.....	8
4- Prévention des dommages .....	8
4.1- Préservation des réseaux.....	8
4.2- Préservation du mobilier urbain.....	8
4.3– Dommages et Responsabilités .....	8
5- Propreté et remise en état des lieux.....	8
5.1 – Propreté .....	8
5.2 – Remise en état des lieux.....	9
6- Gestion des déchets.....	9
6.1 – Évacuation du bois, des branches et des déchets .....	9
6.2 – Valorisation sur site .....	9
7- Mesures prophylactiques .....	9
7.1 - Désinfection du matériel.....	9
7.2 - Gestion des déchets contaminés .....	9
8- Descriptif des prestations d'élagage .....	10
8.1 – Généralité : Époques de taille, Mode d'exécution .....	10
8.1.1- Époques de taille.....	10
8.1.1- Mode d'exécution .....	10

8.2 – Tailles.....	10
8.2.1- Taille des rejets .....	10
8.2.2- Taille de formation .....	10
8.2.3- Taille de réduction .....	10
8.2.4- Taille de sécurité.....	11
<b>9- Descriptif des prestations d’abattage .....</b>	<b>11</b>
9.1 – Abattage .....	11
9.2 – Débitage et enlèvement d’arbres au sol .....	11
<b>10- Autres prestations .....</b>	<b>11</b>
10.1 – Enlèvement du lierre sur les bâtiments .....	11
10.2 – Essouchement.....	11

# 1 - Objet et durée du marché

## 1.1 - Objet du marché et localisation des travaux

Les stipulations du présent Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) concernent le marché d'élagage et d'abattage d'arbres sur le Domaine universitaire de Grenoble.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu d'exécution :

Domaine universitaire de Grenoble  
38400 Saint-Martin-d'Hères

Le présent marché porte sur l'entretien du patrimoine arboré du Domaine universitaire de Grenoble, ensemble de 180 hectares comportant 560 000 m<sup>2</sup> de bâtiments et accueillant 40 000 usagers. Le Domaine universitaire constitue un parc urbain paysager remarquable, riche de 10 000 arbres répartis sur 102 ha d'espaces verts et dans une dizaine de patios, dont l'entretien fait l'objet du présent marché. Sur le Domaine universitaire, il est possible de recenser plus de 60 variétés de feuillus et plus de 30 variétés de conifères. De manière ponctuelle le titulaire pourra être amené à s'occuper des arbres situés sur les sites suivants :

- IUGA , avenue Marie Reynoard à Grenoble
- ICM à Échirolles
- Campus santé à La Tronche
- LPSC et polygone , avenue des Martyrs à Grenoble

Les prestations, objet du présent marché, ont pour principal objectif l'élagage et l'abattage des arbres gênants ou dangereux, afin de limiter les risques pour les usagers de ce site très urbanisé et fréquenté, et ponctuellement d'essouchement d'arbres.

## 1.2 - Objet du présent CCTP

Le présent document a pour objectif de définir les conditions d'exécution des prestations d'élagage, d'abattage, d'essouchement d'arbres, d'évacuation des déchets et de remise en état des surfaces.

Il définit également les mesures de sécurité réglementaires auxquelles le candidat doit satisfaire. Le candidat ne pourra se prévaloir d'une insuffisance de connaissance pour refuser l'exécution d'un travail ou pour demander une indemnité.

Les prestations doivent répondre aux règles de l'art du métier de grimpeur-élagueur notamment aux critères et prescriptions fixés par le **CCTG du fascicule 35 -Aménagements paysagers- Aires de sports et de loisirs de plein air -**, ainsi qu'aux **règles professionnelles de l'UNEP -P.E.1.R0-Travaux d'entretien des arbres**. Il est à noter que le titulaire du marché devra prendre en compte toutes les évolutions réglementaires et les mesures de prophylaxie mises en place pendant la durée du marché. Le titulaire du marché devra se conformer au choix de l'Université Grenoble Alpes qui est l'interdiction d'application de produits phytosanitaires sur son espace public.

## **2- Modalités d'exécution des prestations**

### **2.1 - Objet et nature des travaux arboricoles**

Les prestations d'entretien arboricoles sont réputées comprendre :

- les frais d'outillage et de matériel, y compris les locations d'engins et de véhicules ;
- le nettoyage permanent des salissures induites par le chantier ;
- les frais de main-d'œuvre y compris les charges afférentes, les indemnités diverses, les déplacements, les frais de panier... ;
- la protection des installations limitrophes ;
- la prise en compte des prescriptions concernant la sécurité sur les chantiers vis-à-vis du personnel exécutant ainsi que du public ;
- la signalisation des chantiers ;
- les déclarations d'intention de commencer les travaux (D.I.C.T.) ;
- la surveillance et préparation des chantiers ;
- les frais d'évacuation, traitement, valorisation des déchets.

### **2.2 - Matériel et outillage**

Les entreprises sont soumises aux normes européennes concernant le matériel, notamment sur les nuisances sonores. Les engins utilisés répondant aux normes européennes en vigueur sont laissés au libre choix de l'entrepreneur, ils ne devront cependant pas occasionner de dégradations aux ouvrages publics existants.

Le titulaire devra utiliser l'outillage et le matériel les mieux adaptés tant à la bonne exécution des prestations à effectuer qu'à la sécurité de son personnel et des tiers, ainsi qu'à la sauvegarde de l'environnement. Lorsque l'accès le nécessite (pistes cyclables, forêt), un tracteur avec chauffeur sera alors utilisé.

Les outils de coupe seront toujours correctement affûtés et désinfectés avant chaque intervention afin de limiter le risque de déchirures et de propagation parasitaire.

L'entrepreneur devra utiliser des biolubrifiants pour les tronçonneuses et autres matériels de chantier à moteur thermique 2 temps. Les huiles de chaînes de tronçonneuses doivent être d'origine végétale et biodégradables à plus de 95%. Tout déversement de carburant, lubrifiant, tout produit est formellement interdit sur le chantier. Un protocole de remplissage huile et essence sera mis en place par le titulaire. L'entrepreneur prendra toutes les dispositions nécessaires dans la conduite du chantier pour éviter toute pollution.

Aucune mise à disposition de locaux, matériel ou fourniture de la part du maître d'ouvrage n'est prévue au marché.

Tous les engins nécessitant un contrôle par un organisme de sécurité doivent être à jour avant et pendant toute la durée du marché. Tous les engins nécessitant un certificat d'aptitude devront être conduits par du personnel certifié et autorisé, pour ce faire le titulaire devra se référer au Code du Travail.

Les certificats de contrôle de l'ensemble des E.P.I., nacelles et engins sont exigés au démarrage de la prestation.

L'utilisation de griffes ou grimpettes est interdite (sauf pour les chantiers d'abattage).

Pendant toute la durée de la prestation et jusqu'à leurs réceptions, le prestataire devra garantir, à ses frais, tous les matériels, de tout vol, détériorations, dégradations, destructions de toute nature sans qu'aucune indemnité ne puisse être réclamée de ce fait au maître d'ouvrage.

### **2.3 - Accès au chantier**

L'accès au chantier se fera par les voies ouvertes à la circulation publique et la totalité des prestations se fait en espace ouvert au public.

## 2.4 - Balisage et signalisation

Afin de garantir le respect du végétal, aucun panneau, système d'affichage, ne sera fixé sur les arbres. L'entreprise devra prendre toutes les dispositions utiles pour assurer la sécurité des personnes et des biens pendant l'exécution des prestations et pour la bonne organisation de ses chantiers dans le respect du Code du travail et du Code de la route.

L'entreprise qui réalise le chantier doit disposer de son propre matériel de signalisation. Ce matériel restera sa propriété, il en assure seul la responsabilité et les risques de perte ou de dégradation éventuelle.

L'entreprise devra prendre toutes les dispositions nécessaires, préalablement et pendant les travaux, pour mettre en place une signalisation temporaire conforme aux règlements en vigueur.

Les dispositions concernent notamment :

- la fourniture, la mise en place et le repliement des panneaux, cônes, ...
- les panneaux d'information mobiles placés aux extrémités du chantier et déplacés selon l'avancement des travaux
- le positionnement et la prise en charge de tout le personnel nécessaire à la régulation de la circulation de chantier
- l'information des usagers, riverains concernant les demandes de déplacements des véhicules
- l'adaptation des mesures de sécurité aux différents espaces verts publics en prenant en compte qu'il n'y a pas de fermeture de ces espaces pendant l'exécution des travaux
- la présence d'un homme de pied sera obligatoire pour contrôler et réguler l'accès des personnes à proximité des zones travaux
- Le personnel de l'entreprise intervenant à pieds aux abords ou sur le domaine routier doit être visible, tant par les usagers que par les conducteurs circulant sur le chantier.

## 2.5 - Sécurité des intervenants

L'ensemble des personnes intervenant sur le site devra être muni d'équipements de protection individuelle (EPI) et utiliser du matériel conforme aux normes européennes en vigueur (CE).

Les grimpeurs-élagueurs devront être notamment équipés :

- d'un harnais de sécurité
- d'une longe
- de mousqueton
- d'une corde de rappel
- d'un dispositif coulissant
- de vêtements anticoupure
- de casque de protection
- de chaussures de sécurité
- de protections auditives
- de gants de travail
- d'un gilet haute visibilité (classe 2)

Cette liste n'est pas exhaustive, l'entreprise est tenue de mettre à disposition les divers équipements de sécurité et devra faire respecter leur port et veiller au bon état du matériel de sécurité.

Dès lors qu'une personne pénètre dans l'enceinte du chantier, celle-ci doit porter un casque de protection et une tenue haute visibilité. Ces EPI devront répondre aux obligations réglementaires du moment. Aucun travail au harnais ne pourra se dérouler sans la présence simultanée d'au moins 2 élagueurs. Cette équipe constituée de deux hommes sera composée d'au moins une personne possédant le certificat de spécialisation en élagage à fournir au maître d'ouvrage. Pour mémoire, les techniques de double ancrage sont désormais obligatoires.

L'entreprise est tenue de mettre à disposition de son personnel les divers équipements de sécurité et devra faire respecter leur port.

Le personnel aura reçu une autorisation CACES adaptée à la conduite d'engins utilisés sur les chantiers qu'il remettra au maître d'ouvrage. En cas de manquement à l'ensemble des règles de sécurité, le donneur d'ordre fera immédiatement arrêter le chantier. Le prestataire devra se mettre en accord avec les textes régissant les règles de sécurité, à ses frais, et sans prétendre à un allongement quelconque du délai d'exécution initialement accordé.

## **2.6 - Délai d'exécution et programme d'intervention, hors intervention d'urgence**

### **2.6.1- Délai d'exécution**

Le délai d'exécution et la date du début des prestations sont fixés dans chaque bon de commande. L'entrepreneur s'engage à les respecter, en dehors des jours d'intempéries (gel intense, persistant ou présence de neige).

### **2.6.2- Respect du programme d'intervention**

L'entrepreneur doit se conformer au planning prévisionnel d'intervention qui lui sera donné. Toute adaptation du planning d'exécution ne peut se faire qu'en accord avec le maître d'ouvrage

Afin d'assurer le contrôle du déroulement des prestations, le titulaire interviendra en semaine entre 7 h 30 et 18 h 30. Il pourra lui être demandé d'intervenir, au besoin, après 19h ou le week-end.

Toutefois, si le titulaire souhaite modifier ces contraintes horaires, notamment en période de forte chaleur, il en fera au préalable la demande au maître d'ouvrage.

## **2.7 - Intervention en cas exceptionnel ou cas d'urgence**

L'urgence est définie par tout danger causé par des arbres.

L'entrepreneur s'engage à exécuter les interventions nécessaires en cas d'urgence dans les 2 h suivant la demande émanant du représentant du maître d'ouvrage.

L'intervention en cas d'urgence est rémunérée selon les prix du BPU.

## **3- Organisation et fonctionnement**

### **3.1 - Désignation d'un responsable chantier**

Le prestataire désigne un chef d'équipe qui est l'interlocuteur privilégié du donneur d'ordre ou son représentant. Il devra :

- être responsable du bon déroulement du chantier du personnel et de la sécurité en général,
- assister aux réunions de chantier s'il y a lieu,
- accepter les constats

Le prestataire devra également communiquer son numéro de téléphone et celui de son responsable de chantier.

### **3.2 - Visite du site et état des lieux**

La visite sur site permettra de :

- Programmer les différentes exécutions
- Préciser les modalités générales d'exécution
- Indiquer les moyens mis en œuvre (mécaniques et humains) par l'entreprise
- Définir les contraintes d'exécution.

Le marquage des arbres à abattre sera effectué préalablement par le représentant du maître d'ouvrage au moyen d'une croix de peinture rouge sur le tronc.

Le jour du démarrage des prestations, un état des lieux est effectué si nécessaire. Cet état des lieux sert de référence en cas de dégradations survenant pendant le chantier et s'effectue par le donneur d'ordre sur demande du titulaire du marché. En cas d'absence d'état des lieux si le responsable constate une dégradation il devra alerter le Maître d'ouvrage afin de réaliser un constat contradictoire.

### **3.3 - Visites de fin de chantier**

Des visites de chantiers seront réalisées afin de pouvoir vérifier de l'avancement des travaux et de la qualité du travail accompli. En cas de problèmes constatés, un compte-rendu sera dressé et signé sur place par les deux parties. L'émission et le règlement des factures ne se feront qu'après un constat contradictoire du bon achèvement des travaux et en particulier de l'évacuation totale des déchets et produits d'abattage et d'élagage.

## **4- Prévention des dommages**

Toutes les mesures nécessaires, afin de sauvegarder les réseaux souterrains et aériens, le mobilier urbain et le patrimoine bâti, devront être prises en accord avec le maître d'ouvrage.

### **4.1- Préservation des réseaux**

Si le titulaire est amené à travailler à proximité des câbles aériens ou souterrains, il devra prendre contact avec les concessionnaires pouvant être concernés. Le titulaire devra se conformer à la législation en vigueur en réalisant une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

### **4.2- Préservation du mobilier urbain**

Le titulaire, lors de la visite d'état des lieux, aura noté la présence du mobilier sur les différents sites et il devra donc prendre les mesures nécessaires afin de le protéger. En cas d'absence d'état des lieux si le responsable constate une dégradation il devra alerter le Maître d'ouvrage afin de réaliser un constat contradictoire.

### **4.3- Dommages et Responsabilités**

L'entreprise titulaire doit alerter immédiatement le maître d'ouvrage en cas de dégradations qui résultent de son intervention.

Le titulaire, malgré les précautions prises, est entièrement responsable des éventuels dégâts et dégradations qui pourraient être causés aux réseaux divers et voiries existants, à tout mobilier ou espaces verts environnant ou à tout bien ou toute personne pendant la durée des prestations.

Tous les dégâts occasionnés par l'entreprise lors de l'exécution des travaux seront à sa charge exclusive. Celle-ci doit s'assurer en conséquence et sera responsable de la remise en état.

## **5- Propreté et remise en état des lieux**

### **5.1 - Propreté**

Le titulaire devra prendre les précautions nécessaires pour éviter de salir la voie publique. Les branches et grumes seront immédiatement retirées de la partie de la chaussée laissée à la circulation.

Au fur et à mesure de l'avancement des interventions, le titulaire devra débarrasser le chantier et ses abords de tous les matériels, débris, résidus d'élagages, de broyage et d'abattage... déposés à l'occasion de ses



propres travaux. En aucun cas il ne sera accepté que ces dépôts perdurent plus de quarante-huit heures sur place, sauf accord exceptionnel du maître d'ouvrage.

L'évacuation des grumes pourra faire l'objet d'une évacuation groupée et le maître d'ouvrage pourra autoriser le dépôt de ces grumes sur sites avec une évacuation au plus tard à la date anniversaire du marché.

L'évacuation des déchets est à la charge de l'entrepreneur (transport et frais de dépôt compris).

## **5.2 - Remise en état des lieux**

Le titulaire est tenu de remettre les lieux dans leur état primitif.

Pour cela, après repliement des installations de chantier, les emplacements utilisés par le matériel, les aires de stockage des bois ainsi que l'environnement du chantier et ses abords devront être nettoyés.

# **6- Gestion des déchets**

## **6.1 - Évacuation du bois, des branches et des déchets**

L'ensemble des bois résultant de l'abattage sera rangé au fur et à mesure de l'avancement des travaux sur l'emplacement désigné par le maître d'ouvrage. Les bois pourront y être provisoirement empilés, en tas soigneusement rangés et stables.

**Leur évacuation devra être faite au plus tard dans 15 jours suivant l'abattage.**

Les branches, débris végétaux générés par l'intervention, devront être évacuées au fur et à mesure de la progression des travaux. Les frais de prise en charge des déchets (évacuation, traitement, valorisation) seront à la charge du titulaire. Ce dernier devra garantir la traçabilité de la prise en charge des déchets générés par le chantier.

Pour les grumes et leur évacuation voir ci-dessus au 5.1

Tout le bois coupé et les broyats deviennent propriété de l'entreprise qui pourra à sa convenance soit les valoriser, soit les mettre en décharge agréée.

## **6.2 - Valorisation sur site**

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de demander de récupérer le bois ou le broyage issus des interventions. Dans ce cas, l'entrepreneur sera informé du lieu de décharge

Toute élimination par brûlage sur place est interdite.

# **7- Mesures prophylactiques**

## **7.1 - Désinfection du matériel**

Afin d'éviter toute propagation de maladies, les outils de taille seront traités à chaque changement de sujet par un produit désinfectant. L'entrepreneur devra fournir au Maître d'ouvrage les fiches techniques et de sécurité des produits utilisés. Dans la mesure du possible l'entrepreneur commencera par les arbres sains et il terminera son intervention par les arbres contaminés. Sur un sujet malade, contaminé par une phytopathologie, l'entreprise se conformera au règlement émis par les services de la protection des végétaux. En cas de constat d'arbre malade par l'entreprise pendant une intervention, comme par exemple, le feu bactérien ou le chancre coloré, celle-ci devra alerter le Maître d'ouvrage afin de connaître la procédure à suivre.

## **7.2 - Gestion des déchets contaminés**

En cas de maladies, les déchets, sciures ou même branchage devront être désinfectés sur place au cours de l'élagage ou l'abattage par une pulvérisation abondante d'un produit préconisé par les services de protection des végétaux (DRAAF). Ils seront ensuite récupérés et transportés en récipient clos pour être

détruits ou évacués en décharge contrôlée aux frais de l'entrepreneur et sous contrôle des services de protection des végétaux.

## **8- Descriptif des prestations d'élagage**

### **8.1 - Généralité : Époques de taille, Mode d'exécution**

#### **8.1.1- Époques de taille**

Tous les travaux de taille sont à suspendre systématiquement par temps de neige ou de gel, dès que la température est inférieure à 5 °C ou dès que les branches sont couvertes de givre. Le représentant du maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'interrompre les travaux lors de ces périodes.

Pour les arbres caducs, la période de taille favorable est l'hiver. De manière générale, les travaux de taille ne doivent pas être pratiqués en période de débourrement (montée de sève) et en période de descente de sève. Pour les feuillus persistants, la période favorable est comprise pendant la période de dormance.

Une vigilance accrue sera observée en période de nidation afin de préserver la faune et ses habitats naturels. La programmation des prestations devra en tenir compte. Les travaux seront donc programmés en priorité entre octobre et février, dans le cas de présence de cavité, uniquement entre octobre et novembre.

Par mesure de sécurité, les arbres morts peuvent être abattus et les branches mortes, cassées, nécrosées, mal situées, nuisibles et faibles peuvent être enlevées à toute époque de l'année. Avant abattage, l'entreprise s'assurera de la non-présence dans l'arbre d'écureuils ou nids. Dans le cas contraire, un protocole de démontage sera mis en place.

#### **8.1.1- Mode d'exécution**

Les indications données ci-après peuvent être précisées et complétées par le maître d'ouvrage. L'entreprise suivra ses consignes.

### **8.2 - Tailles**

L'entreprise pourra être amenée à pratiquer différentes tailles, notamment la taille des rejets, la taille de formation, la taille de réduction et la taille de sécurité.

#### **8.2.1- Taille des rejets**

Il s'agit de supprimer les rejets d'arbres indésirables qui se trouvent en bordure de voirie ou autres.

#### **8.2.2- Taille de formation**

La taille de formation des jeunes arbres a pour objectifs :

- de favoriser le développement d'une charpente équilibrée, maintenir une flèche principale selon le port naturel de l'arbre, assurer une disposition correcte des charpentières (branches primaires) autour du tronc ;
- la mise en conformité avec l'espace disponible et régler la hauteur sous couronne ;
- l'élimination des défauts : supprimer les fourches à écorce incluse, les branches primaires trop importantes dont le diamètre se rapproche de celui de la flèche ;
- en cas de port architectural, la taille de formation conférera à l'arbre le port souhaité ;
- cette taille devra être exécutée exclusivement à l'aide d'un sécateur ou couteau-scie.

#### **8.2.3- Taille de réduction**

La taille de réduction du houppier se pratique sur les arbres en forme libre afin d'éviter qu'ils prennent une extension incompatible avec les contraintes de leur environnement. On les ramène à des proportions

moindres sans modifier leurs silhouettes spécifiques ou particulières. La réduction du houppier comprend la réduction de longueur des branches périphériques. Une attention particulière sera apportée au choix des tiges sèches.

La réduction s'exprime en pourcentage, elle indique le volume de réduction à appliquer sur le houppier, et non sur la hauteur totale de l'arbre.

#### **8.2.4- Taille de sécurité**

Cette taille s'applique sur des sujets présentant des charpentières ou sous charpentières suspectes voire dangereuses pour les biens et les personnes. Elle consiste dans l'ablation de branches.

### **9- Descriptif des prestations d'abattage**

#### **9.1 - Abattage**

Les arbres désignés sur plan et/ou marqués au tronc (martelage et marquage à la peinture rouge effectués préalablement par le représentant du maître d'ouvrage) seront respectivement abattus, ou démontés si la configuration du chantier l'impose. L'abattage sera réalisé dans les règles de l'art, avec toutes les précautions d'usage, par des moyens manuels ou mécaniques nécessaires. La direction d'abattage sera choisie de manière à préserver les ouvrages, ménager les arbres conservés et faciliter l'extraction des bois. Dans quelques cas, l'entreprise pourra être amenée à procéder au démontage progressif du houppier et du tronc. Les souches seront ramenées au niveau du sol, proprement arasées, sans peigne. Sur demande express, un « moignon », voire plus, pourra être laissé si l'essence le permet permettant de créer un habitat naturel type « arbre mort ».

L'utilisation d'engins sera à la charge de l'entreprise.

En fonction de la demande du maître d'ouvrage, le bois coupé préalablement mis en copeaux par le titulaire pourra être valorisé directement sur le site.

Le prix de la prestation comprend :

- Le débit
- Le broyage
- L'évacuation vers un dépôt désigné.
- Les souches seront laissées au ras du sol

Le brûlage reste interdit dans tous les cas.

#### **9.2 - Débitage et enlèvement d'arbres au sol**

Il s'agit de travaux de débitage et évacuation concernant des arbres tombés accidentellement au sol.

### **10- Autres prestations**

#### **10.1 - Enlèvement du lierre sur les bâtiments**

Il pourra être demandé au titulaire de retirer le lierre grimpant sur les façades des bâtiments ou sur des arbres d'ornement lorsqu'il devient gênant.

#### **10.2 - Essouchement**

Un dessouchage par rabotage sur une épaisseur de 20 à 30 cm pourra être demandé. Le sol sera régalié avec

broyat pour permettre le passage des tondeuses.

La prestation sera rémunérée à l'unité selon le diamètre de la souche.

L'essouchement pourra être mécanique ou manuel (en cas de présence de réseaux, ou autres obstacles à préserver).

Une vigilance accrue sera observée en période de reproduction afin de préserver la faune et ses habitats naturels et en particulier rongeurs, amphibiens et reptiles qui trouvent refuge dans ces souches. Les travaux d'essouchement seront, en conséquence, programmés entre octobre et novembre.